

Congrès américain ne se montrera pas enthousiaste envers le multilatéralisme, que doit-on faire à Hong Kong?

Deuxièmement, le commerce n'a guère d'influence sur la volonté politique dans les grandes capitales, et s'il en a, elle est souvent négative (p. ex. résistance face au Mode 4).

Troisièmement, il y a les diverses complications liées au programme de 2005, notamment les changements parmi les principaux négociateurs et la nomination du nouveau directeur général de l'OMC, deux situations qui canalisent souvent l'énergie ailleurs que dans les négociations.

Élément plus important encore, il n'y a pas de réponse claire à ce qui est toujours la grande question d'un cycle de négociations sur le commerce : « Où sont les intérêts commerciaux? » L'économie politique du commerce signifie négocier *par l'intermédiaire* de négociateurs commerciaux *avec* les intérêts nationaux – et les intérêts nationaux, sauf pour certains groupes d'intérêts étroits, sont peu engagés.

Renonçons-nous pour l'instant à nos ambitions afin de gagner le temps de concevoir des politiques qui marchent dans le monde réel et complexe actuel? On juge très improbable la possibilité d'arriver à une conclusion à la prochaine conférence ministérielle de l'OMC, mais de bons résultats à Hong Kong ouvriraient réellement la voie vers la dernière étape. En même temps, l'expiration de l'autorisation de négocier des accords commerciaux accordée à l'Administration américaine (en 2007) laisse peu de temps pour boucler l'affaire. Ces considérations donnent à certains observateurs un sentiment d'urgence : c'est le moment de faire participer tous les membres et tous les groupes d'intérêt.

En ce qui a trait au processus, on a avancé que le succès à Hong Kong dépendait de l'obtention d'une bonne première approximation du texte d'un accord au milieu de 2005; de la même façon, que le texte soit disponible ou non, ce sera un bon moyen pour les membres de savoir s'il convient de commencer à prendre des mesures d'urgence. Pour reprendre les paroles d'un participant, les représentants ne doivent pas laisser à leurs ministres un fouillis à démêler. Il y a peu de ministres capables de s'asseoir à la table et de discuter de détails minutieux avec